

Edito

La dictature du pétrolariat

mardi 8 juin 2010, par [SCHNEEBERGER Thibault](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juin 2010).

Alors qu'il semble que le pétrole continuera de couler dans le Golfe du Mexique au moins jusqu'au mois d'août, BP entre déjà dans l'histoire comme la compagnie responsable de la pire catastrophe écologique de l'histoire des Etats-Unis. Selon les estimations d'experts américains, ce sont jusqu'à 20 000 barils qui sortiraient chaque jour du puits, soit près de 160 millions de litres de brut depuis le 22 avril. À titre de comparaison, lors du désastre de l'Exxon Valdez en 1989, 42 millions de litres « seulement » s'étaient répandus en Alaska.

Dès le milieu des années 1990, British Petroleum, pionnier du « greenwashing », a pourtant tout fait pour verdir son image allant jusqu'à se rebaptiser « Beyond Petroleum » (*sic*). Sauf que depuis l'arrivée du nouveau directeur Tony Hayward en 2007, la compagnie s'est recentrée sur ses fondamentaux : la quête effrénée de pétrole et... de profits. La politique de réduction drastique des coûts menée par Hayward a pesé sur la sécurité, et directement conduit à la catastrophe à laquelle nous assistons, impuissants, depuis plus d'un mois. Selon un rapport interne de la firme, il semblerait que BP ait ignoré plusieurs signes qui devaient alerter sur les risques d'explosion de sa plateforme Deepwater Horizon, à l'origine de cette incroyable fuite et - on l'oublie souvent - de la mort de 11 travailleurs.

C'est donc la logique du profit maximal qui est directement en cause ici. D'autant plus que la gestion de la catastrophe a été particulièrement cynique : BP aura tenté jusqu'au bout de pomper du brut avant d'entreprendre finalement de boucher le puits après un mois de fuite... sans succès. Mais plus encore que l'absence totale de scrupules du géant pétrolier et la coupable complicité de l'administration américaine, cet épisode met en lumière l'incroyable dépendance de nos sociétés aux énergies fossiles. Les millions de litres d'or noir qui étouffent chaque jour un peu plus l'écosystème du Golfe du Mexique, comme les désastres provoqués depuis des années par l'extraction sauvage de brut dans le delta du Niger (moins médiatiques mais au moins aussi désastreux) ou l'exploitation des schistes bitumineux au Canada, sont autant de signes de la démesure dans laquelle le productivisme nous fait sombrer.

Comme l'explique Michael T. Klare dans ce numéro [1], nous sommes dans une ère nouvelle en matière d'énergie. Le pétrole va devenir de plus en plus rare, de plus en plus cher... et de plus en plus sale. Le pic de pétrole (le moment où la production mondiale de pétrole atteindra son maximum) est imminent, et les forages en pleine mer sont l'une des seules alternatives pour compenser l'inéluctable décroissance de la plupart des grands champs de pétrole conventionnel. Et les catastrophes sont appelées à se multiplier à mesure que nous irons chercher l'or noir toujours plus loin et plus profond.

Alors que les lobbies pétroliers et industriels profitent de la gueule de bois post-Copenhague et de la crise économique pour freiner toute volonté de sortir du « business as usual », voilà donc que cette marée noire nous rappelle qu'il est chaque jour plus urgent de nous défaire de notre pétro-dépendance. Or, cela ne se fera pas sans une diminution de notre consommation d'énergie en général, d'autant que nous savons que le nucléaire n'est pas une solution.

Mais, en ces temps de crise économique, la quasi-totalité du corps politique et économique semble tout entier tendu vers un seul objectif : la « relance de l'économie » à n'importe quel prix ; une relance fondamentalement incompatible avec les impératifs écologiques. Contradiction insoutenable entre finitude des ressources et quête de la croissance qu'il faut affronter.

Nous ne pouvons plus ignorer les liens entre les crises énergétique, écologique et sociale, car lorsque le prix du brut augmente, les inégalités se creusent encore (explosion des prix agricoles, besoins de base qui deviennent un luxe, etc.). Si le gâteau des ressources est fini, l'urgence est donc à un meilleur partage, et à l'élaboration d'une nouvelle recette.

Car plus que jamais, nous avons besoin d'un nouveau projet de société dans lequel la satisfaction des besoins essentiels ne passe plus par l'épuisement des ressources ni par la mise en danger des générations futures. Cela implique évidemment de rompre avec les logiques du capitalisme, mais aussi avec de vieux réflexes productivistes. A la poursuite sans fin d'activités destructrices et énergivores au nom de l'emploi et de la croissance, nous devons opposer des projets de reconversion progressive de pans entiers de notre économie dans des activités écologiquement soutenables. En attendant, chaque automobile en moins sur nos routes, chaque immeuble isolé, chaque parcelle de terre gagnée sur le béton pour l'agriculture de proximité est un pas vers la sortie du pétrole. À nous d'y contribuer.

Thibault Scheeberger

P.-S.

* Publié en Suisse dans « solidaritéS » n°169 (03/06/2010), p. 3.

Notes

[1] Voir sur ESSF : [Tout pour l'or noir, y compris la planète](#), ainsi que [Entering the Tough Oil Era - The New Energy Pessimism](#)